

Procédure Adaptée : 2025-03

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Objet du marché :

Marché de maintenance, remise en état et d'entretien des menuiseries du Siège social de l'URSSAF Midi-Pyrénées à Labège.

Organisme passant le marché :

Urssaf Midi-Pyrénées
166 rue Pierre et Marie Curie – Labège
31670 Labège

SOMMAIRE

Art. 1. Préambule	page 3
1.1 Présentation de l'Urssaf	page 3
Art 2. Conditions générales du marché	page 3
2.1 Objet du marché	page 3
2.2 Caractéristiques principales du marché	page 4
2.3 Normes et règlements	page 4
Art 3. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	page 5
3.1 Nature et provenance des matériaux	page 5
3.2 Etat des lieux	page 5
3.3 Vérifications	page 6
3.4 Caractéristiques des prix	page 6
3.5 Modalité des commandes	page 6
3.6 Prestations hors bordereau	page 7
3.7 Modalités d'exécution	page 7
3.8 Délais d'intervention	page 7
3.9 Protection des ouvrages	page 7
Art 4. Menuiseries extérieure, brise-soleils	page 8
4.1 Description des prestations	page 8
4.2 Dénombrement des fenêtres	page 9
4.3 Prestation hors bordereau	page 10
Art 5. Travaux en site occupé	page 10
Art 6. Sécurité et protection du chantier	page 10
Art 7. Installations mises à disposition par le maître d'ouvrage	page 11
Art 8. Autorisation	page 11
Art 9. Nettoyage du chantier – enlèvement des gravois, déchets particuliers	page 11
Art 10. Essais – mise en service et réception des travaux	page 11
Art 11. Garantie de fonctionnement	page 12

ARTICLE 1. PREAMBULE

1.1 PRESENTATION DE L'URSSAF

Dans le cadre du financement du régime général de la Sécurité sociale et de nombreux partenaires, le réseau des Urssaf a pour principale mission de collecter les ressources (cotisations et contributions sociales) qui permettent notamment de financer la prise en charge ou le remboursement des soins médicaux, d'indemnités en cas d'arrêt maladie, de congé maternité ou d'accidents du travail ainsi que le paiement des retraites de base et des allocations familiales des bénéficiaires du régime général de la Sécurité sociale.

Le siège de l'organisme est basé en Haute-Garonne sur le site de Labège. Un site est présent sur chaque département au sein des villes de Foix, Rodez, Cahors, Tarbes, Albi, Montauban et Auch.

Le réseau des Urssaf est également constitué de :

- L'Acosse, caisse nationale du réseau des Urssaf,
- 4 Caisses générales de Sécurité sociale dans les Départements d'Outre-Mer, une caisse de Sécurité sociale à Mayotte et une Caisse commune de Sécurité sociale en Lozère,
- Des centres nationaux de traitement de dispositifs de simplification,
- Des centres de traitement logistique et de développement informatique.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU MARCHE

2.1 OBJET DU MARCHE

Le présent cahier des charges concerne un marché de remise en état et entretien des menuiseries extérieures du siège social de l'URSSAF Midi-Pyrénées.

Il comprend :

- Une partie forfaitaire pour la révision complète de l'ensemble des fenêtres et brises soleil du site
- Une partie à bons de commande pour des interventions ponctuelles de réparation et de remplacement de composants

Les prestations se dérouleront en site occupé.

Le site concerné par ce marché :

SITE	ADRESSE
LABEGE	166 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE

2.2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

Le présent marché de fournitures/ services est un accord cadre, mono-attributaire à bons de commande, sans minimum et avec un maximum (100 000 € HT sur toute la durée du marché). La durée du marché est précisée à l'Acte l'engagement.

Le marché s'exécute par bons de commande successifs, au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées au présent CCTP.

2.3 NORMES ET REGLEMENTS

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux lois et règlements en vigueur notamment :

- Cahier des Clauses Techniques, CCT – DTU et règles de calcul DTU,
- CCTG désignés pour les domaines non couverts par les DTU
- Normes Françaises d'application rendues obligatoires par arrêtes ministériels,
- Autres normes françaises et directives européennes actuellement homologuées,
- Cahier des charges prescriptions, réserves et recommandations des Avis Techniques délivrés par le CSTB pour les procédés et matériaux non traditionnels assortis de leur acceptation de la Commission Technique.
- Prescriptions des fabricants
- Code du travail
- Au règlement relatif à la sécurité incendie des établissements recevant du public,
- Etc.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Les textes énumérés sont non exhaustifs, et ne pourront être considérés comme limitatifs. Le titulaire est réputé connaître tous les textes normes et règlements applicables à chacun des corps d'état.

Il ne pourra pas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'Art.

Avant toute mise en œuvre, le titulaire s'assurera de la possibilité de réalisation des travaux en vérifiant les cotes, les plans et tout autre document que le maître d'ouvrage mettra à sa disposition.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 NATURE ET PROVENANCE DES MATERIAUX

Le titulaire veillera à remplacer les matériaux à l'identique. Il devra soumettre à l'avis du Maître d'ouvrage tout nouveau matériau avant mise en œuvre.

En outre, toutes les fournitures devront être conformes aux Normes Françaises en vigueur.

Tous les produits devront disposer du marquage CE.

Le titulaire est tenu de fournir toutes les justifications de provenance, et de fournir tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue d'essais, conformément à ceux prévus par les normes correspondantes en vigueur et aux règles de la profession.

Il appartient au titulaire, qui demeure seul responsable des travaux, de vérifier et contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon des caractéristiques et principes de fonctionnement de chaque organe intéressé.

3.2. ETAT DES LIEUX

Une visite du site obligatoire est prévue au présent marché. Toute candidature d'entreprise n'ayant pas effectué cette visite sera rejetée.

Lors de cette visite l'entrepreneur fera toutes constatations de l'importance des travaux pouvant être exécutés, de la disposition des lieux, de toutes sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée et demandera tout renseignement complémentaire éventuel pour son chiffrage.

Aucune réclamation ne sera acceptée après notification et ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

3.3. VERIFICATIONS

L'entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents fournis. Les textes énumérés sont non exhaustifs, et ne pourront être considérés comme limitatifs. L'entrepreneur est réputé connaître tous les textes normes et règlements applicables à chacun des corps d'état.

Il ne pourra pas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'art.

Avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de réalisation des travaux en vérifiant les cotes, les plans et tout autre document que le maître d'ouvrage mettra à sa disposition.

Un PV de réception validera la réception des travaux.

3.4. CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix comprennent d'une façon générale tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages ainsi que tous les travaux préparatoires, la fourniture des matériaux et la main d'œuvre, le nettoyage du chantier ainsi que l'évacuation des déchets. Par conséquent, il n'y aura pas lieu de facturer de coût horaire en plus du prix forfaitaire.

Concernant les prestations dépendantes du BPU, la fourniture des éléments déjà présents en stock sur site ne pourra faire l'objet d'un chiffrage, un devis devra être effectué à partir des coûts horaires et de déplacements renseignés sur le bordereau.

Si certains éléments du stock déjà présent sur site venaient à manquer, le titulaire prévoira un réassort qu'il chiffrera sur la base des postes du bordereau de prix.

3.5. MODALITE DES COMMANDES

Des bons de commandes seront réalisés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins sur la base des prix unitaires fixés au Bordereau des Prix Unitaires.

Il pourra être demandé le cas échéant un devis au prestataire conforme aux prix du marché.

Les délais d'exécution seront fixés sur le bon de commande selon les conditions définies au paragraphe 3.10 du présent CCTP.

Les bons de commande seront émis par les services logistiques et seront transmis par mail à l'entrepreneur.

3.6. PRESTATIONS HORS BORDEREAU

Ces prestations sont exceptionnelles et seront examinées au cas par cas.

Pour ces travaux, le titulaire remettra au Maître d'ouvrage un devis détaillé comprenant la fourniture et le nombre d'heure de main d'œuvre.

Après validation, un bon de commande sera élaboré par le représentant du pouvoir adjudicateur sur la base du devis.

3.7. MODALITES D'EXECUTION

Pour chaque intervention, l'entrepreneur se présentera auprès du référent logistique à son arrivée sur site qui se chargera de lui donner les précisions spécifiques à son intervention.

A la fin de son intervention, le référent logistique vérifiera les travaux avec l'entrepreneur. Un bon d'intervention sera remis à l'URSSAF Midi-Pyrénées.

3.8. HORAIRES D'INTERVENTION

Les interventions se dérouleront sur les plages horaires de 7h00 à 20h00 du lundi au vendredi.

3.9. PROTECTION DES OUVRAGES

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les abords et équipements existants avant tout démarrage des travaux.

L'entreprise sera responsable des dégâts occasionnés par le manque de soins de ses ouvriers aux objets ou ouvrages existants.

Le titulaire est tenu de réparer tous les dégâts causés durant les travaux.

Le titulaire doit le nettoyage complet du lieu des travaux et l'évacuation des gravats de toutes natures, des emballages vides en décharge publique.

ARTICLE 4. MENUISERIES EXTERIEURES, BRISE-SOLEILS

4.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1.1 Partie forfaitaire :

La prestation forfaitaire comprend :

- L'inspection et le diagnostic de l'ensemble des fenêtres et brise-soleils
- Le nettoyage et le graissage des ferrures et organes de rotation
- La vérification, réglage et équerrage des ouvrants
- La rénovation des éléments en aluminium (nettoyage, traitement anticorrosion, peinture si nécessaire)
- Le contrôle et l'éventuel resserrage des fixations
- La vérification et l'entretien des mécanismes des brise-soleil (nettoyage, réglage, lubrification)
- La remise d'un rapport de fin d'intervention indiquant l'état des menuiseries et les éventuelles interventions à prévoir

4.1.2 Partie à bons de commande :

Des prestations complémentaires pourront être réalisées sur bons de commande, notamment :

- Remplacement de vitrages endommagés ou fissurés
- Remplacement de quincaillerie défectueuse (paumelles, poignées, manivelles etc..)
- Remplacement du brise-soleil ou son mécanisme
- Remplacement ou réparation des lames des brise-soleils
- Remplacement des joints du vitrage ou joints périphériques de la fenêtre
- Réapprovisionnement du stock de fournitures présent sur le site

4.2. DENOMBREMENT DES FENETRES (A TITRE INDICATIF)

Art.	Etages	DENOMINATION	NOMBRE
4.2.1	RDC bât. A	FENETRES / COTE PARKING	16
		FENETRES / COTE RUE	14
		FENETRES ACCUEIL COT.	4
		Total oscillo-battantes RDC A	34
4.2.2	RDC bât. B	FENETRES / COTE JARDIN	15
		FENETRES / COTE PARKING COTISANTS	15
		FENETRES CE/SYND.	10
		FENETRES LOGE GARDIEN	2
		Total oscillo-battantes RDC B	42
4.2.3	1er bât. A	FENETRES / COTE PARKING	30
		FENETRES / COTE RUE	40
		Total oscillo-battantes 1er Etage A	70
4.2.4	1er bât. B	FENETRES / COTE JARDIN	30
		FENETRES / COTE PARKING COTISANTS	24
		FENETRE COTE SUD EST	2
		FENETRES NORD OUEST RELCO	4
		Total oscillo-battantes 1er Etage B	60
4.2.5	2ème bât. A	FENETRES / COTE PARKING	30
		FENETRES / COTE RUE	40
		FENETRES NORD OUEST SALLE VISIO /	8
		Total oscillo-battantes 2ème Etage A	78
4.2.6	2ème bât. B	FENETRES / COTE JARDIN	30
		FENETRES / COTE PARKING COTISANTS	24
		FENETRES SUD EST	6
		FENETRES NORD OUEST COMPTA.	2
		Total oscillo-battantes 2ème Etage B	62
4.2.7	3ème bât. A	FENETRES / COTE PARKING	30
		FENETRES / COTE RUE	40
		FENETRES NORD OUEST OFFSET	8
		Total oscillo-battantes 3ème Etage A	78
4.2.8	3ème bât. B	FENETRES / COTE JARDIN	30
		FENETRES / COTE PARKING COTISANTS	24
		FENETRE SUD EST	6
		FENETRES NORD OUEST SALLE CA	2
		Total oscillo-battantes 3ème Etage B	62
	TOTAL	Oscillo-battantes	486

4.3. PRESTATIONS HORS BORDEREAU

Pour les prestations non prévues au bordereau de prix, il est demandé au candidat de fournir un taux horaire d'intervention sur les heures ouvrées déplacement compris tous sites ainsi qu'un coefficient HT applicable sur les pièces.

ARTICLE 5. TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux programmés qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur sont réalisés en site occupé.

- Avant démarrage des travaux, réaliser un planning d'intervention en accord avec les interlocuteurs du site.
- Le Responsable Logistique de chaque site remettra un badge d'accès du bâtiment aux intervenants.
- Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de sécuriser la zone de travaux selon les dispositions de l'article 6 du présent CCTP.
- Toutes les coupures de fluides ou autres ne seront effectuées qu'en collaboration avec les services logistiques des sites de l'URSSAF Midi-Pyrénées et dans la mesure du possible en dehors des heures ouvrées.

ARTICLE 6. SECURITE ET PROTECTION DU CHANTIER

Tous travaux dans un bâtiment en service et notamment en site recevant du public doivent faire l'objet de mesures particulières de sécurité.

Les dispositions des décrets et textes des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977 relatives à la sécurité des travailleurs et des utilisateurs devront être strictement respectées.

Le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires afin de réduire le bruit au maximum afin de respecter les exigences du Code du Travail (organisation du chantier, sensibilisation du personnel etc....).

Dans le cas où les travaux nécessitent une organisation particulière telle qu'un blocage de portes, escaliers, d'une durée importante ou d'une installation fixe de chantier, le titulaire devra en avvertir le référent logistique local qui se chargera d'en informer les occupants du bâtiment.

A noter qu'aucun matériau ne devra être stocké dans les circulations ou autres lieux de passage.

Le titulaire prendra toutes dispositions de protection telles que le balisage du chantier, la protection des locaux tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur (bâchage, bourrelets de protection, fil polyane, présence d'un extincteur à proximité etc...) et ce pendant toute la durée du chantier.

Les protections devront permettre d'éviter toutes déformations, toutes dégradations et toutes salissures des ouvrages posés.

ARTICLE 7. INSTALLATIONS MISES A DISPOSITION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Un stockage de pièces et fournitures déjà présent sur site (manivelles, mécanismes fenêtres, poignées etc..) permettra d'assurer les premières interventions de la partie à bons du marché.

Un état des lieux précis des stocks de fournitures disponibles devra être réalisé avant le démarrage de l'opération.

Le maître d'ouvrage pourra, dans certains cas, mettre à disposition un local de stockage pour le matériel et les fournitures nécessaires au titulaire pour assurer sa mission.

ARTICLE 8. AUTORISATION

L'entrepreneur fera son affaire de toutes les démarches administratives liées aux autorisations de voirie et autres nécessaires à l'installation et au bon fonctionnement du chantier.

ARTICLE 9. NETTOYAGE DU CHANTIER – ENLEVEMENT DES GRAVOIS, DECHETS PARTICULIERS

L'entrepreneur est tenu de maintenir en état de propreté son chantier tous les jours. En cas de non-respect des sanctions seront appliquées par le Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur est responsable de l'évacuation des gravois et des déchets qui résultent de son activité. En aucun cas les déchets ne devront être stockés dans les circulations ou parties communes.

ARTICLE 10. ESSAIS – MISE EN SERVICE ET RECEPTION DES TRAVAUX

Avant la mise en service des installations, il sera procédé à la vérification générale de la qualité du matériel installé et des dispositions réalisées par référence au cahier des charges.

L'entrepreneur procédera aux essais des installations.

Ces essais et vérifications seront à la charge de l'entrepreneur. Il sera procédé à une vérification contradictoire. Les fournitures reconnues insuffisantes ou défectueuses seront remplacées, et les défauts de montage rectifiés sous 5 jours.

L'entreprise ne pourra demander la réception qu'après avoir remis au Maître d'Ouvrage les attestations de conformité et PV des essais.

A la réception, les documents contractuels sont les attestations de conformité, les PV de mise en service.

Dans les 30 jours suivant la réception des travaux, le titulaire remettra un exemplaire dématérialisé du DOE.

Ce dossier est constitué :

- des plans de recollement le cas échéant,
- fiche technique des matériels,
- notice de bon fonctionnement,
- notice d'entretien,
- tout autre document permettant la compréhension du bâtiment.

ARTICLE 11. GARANTIE DE FONCTIONNEMENT

L'installateur garantit les conditions de bon fonctionnement du matériel qu'il aura à fournir et à installer et cela pendant deux ans à dater de la mise en service.

La garantie porte sur l'ensemble des fournitures et travaux et sur le fonctionnement des installations et leur conservation.

La garantie implique : le remplacement ou la réparation des matériels, la main d'œuvre nécessaire, les déplacements nécessaires, les frais annexes pouvant découler de ces interventions au titre des garanties.

Pendant cette garantie, toutes les observations des organismes de contrôle de l'URSSAF Midi-Pyrénées sur les travaux réalisés par l'entrepreneur devront être corrigées par celui-ci sans frais supplémentaire.